Histoire d'Eve

Notre avenir n'est pas dans l'élévation de barrières entre le Nord et le Sud, mais dans la solidarité pour les droits de tous ceux qui vivent en France, et nous le défendons collectivement.

Quand Eve¹ m'a appelée un soir vers 22 heures, j'étais en vacances à la montagne. Elle avait été arrêtée la veille et venait d'être placée dans un centre de rétention. Elle pouvait être expulsée de France sans délai, et l'audience devant le juge des libertés et de la rétention était prévue le lendemain. Je n'avais aucune adresse, aucun contact sur moi, et mon accès à Internet était compliqué et limité...

Eve était venue quinze jours avant à une permanence RESF, quelqu'un dans son lycée lui ayant donné nos coordonnées. Arrivée du Congo il y a deux ans, elle était scolarisée, habitait chez un parent, mais avait reçu en 2010 un refus de titre de séjour de la préfecture pour absence de visa étudiant à son entrée en France. Elle ne savait pas bien si ce refus était accompagné ou non d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français dans le délai d'un mois), mais elle était « sans papiers ».

En 24 heures, des militants se mobilisent pour alerter et organiser un soutien efficace : une co-retenue prête à Eve son téléphone portable, le proviseur de son lycée faxe un certificat de scolarité, son professeur principal et une mère d'élève de la FCPE locale préviennent ses enseignants et ses camarades, qui viendront ensemble (une trentaine) au tribunal, les réseaux RESF font circuler des pétitions et multiplient les démarches (Eve est retenue dans une ville, habite dans une autre et est scolarisée dans une troisième : trois préfectures différentes !), le contact entre Eve et l'avocat commis d'office est pris grâce à la CIMADE (Comité inter mouvements auprès des évacués) et l'ASSFAM (Association service social familial migrants), associations qui aident les personnes en centres de rétention...

Le lendemain, Eve est libérée par le juge pour un vice de procédure et la préfecture ne fait pas appel de cette décision.

Mais Eve reste sans papiers et sous le coup d'une OQTF, tout peut recommencer à un prochain contrôle de police... le combat pour sa régularisation n'est pas terminé.

Pour certains, je pense à ses enseignants et camarades de classe, c'est un geste spontané de solidarité. Pour d'autres, c'est un engagement militant : apporter son soutien aux étrangers présents sur le territoire, dénoncer la loi qui remplit les prisons et les centres de rétention administrative de personnes dont le seul « crime » est d'être venues et restées en France sans l'autorisation de leur pays d'origine et de l'administration française ; combattre ces politiques de mise à l'index, d'exclusion, de discrimination...

Karin van Effenterre,
membre du Réseau Éducation
Sans Frontières (RESF)

§Enfermement
§Droits de L'Homme,
discriminations
§Etranger

**« S'organiser
en réseau,
c'est soutenir
collectivement
les actions de
chacun. »**

Malgré des approches certainement très différentes, des points de vue politiquement éloignés, ce qui unit ces démarches, c'est la conviction d'agir concrètement, dans un cadre qui permet de réussir. S'organiser en réseau, c'est soutenir collectivement les actions de chacun, c'est partager les expériences et les savoirs, c'est se donner mutuellement du courage et des raisons de continuer, c'est se

réjouir ensemble de chaque victoire et ne pas se laisser submerger par le découragement.

La force d'un réseau comme RESF, c'est qu'il regroupe des individus impliqués dans des combats simples, au plus près de la vie quotidienne de chacun, dont le fondement et la motivation sont des valeurs directement essentielles : empêcher qu'un jeune scolarisé vive dans une angoisse permanente pour des problèmes de « papiers », protéger des tout petits en maternelle en empêchant l'expulsion de leurs parents, exiger des papiers pour tous ceux qui vivent en France et veulent pouvoir travailler, se loger, se soigner, vivre sans être à la merci d'escrocs de tout poil...

Face à un gouvernement très répressif à l'égard des migrants, le nombre croissant des membres du réseau et la qualité des mouvements qui se créent pour chaque « Eve » rencontrée font grandir l'espoir d'une autre politique. ■

■
1. Prénom modifié.